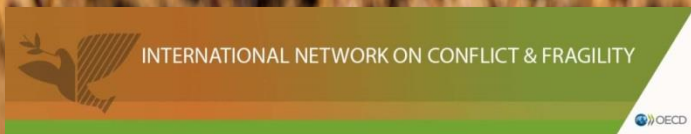


RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
CADRE DE RELEVEMENT ACCÉLÉRÉE
VERS UNE STRATÉGIE DE FINANCEMENT



Financement pour la Stabilité

INTRODUCTION

L'OCDE a mené une mission très positive, constructive et productive en République centrafricaine (RCA), visant à rechercher des possibilités de construire une stratégie de financement pour soutenir le nouveau Cadre d'accélération du relèvement. La mission initiale s'est déroulée du 20 au 24 novembre 2017, parallèlement à une mission de conception de ce Cadre, qui a été soutenue par des experts régionaux et du siège de l'OCDE, UNICEF, UN-OCHA, VNU et PAM.

Assurer la stabilité et la reprise en RCA nécessitera d'aller au-delà des activités traditionnelles. En ce qui concerne le financement, cela implique de trouver la combinaison optimale des ressources gouvernementales, des investissements internationaux et nationaux du secteur privé, et de l'APD (aide) ainsi que d'autres ressources internationales, pour faire en sorte que ces différents investissements de financement du développement puissent assurer une reprise durable et la paix pour le peuple de la RCA.

Nous avons été impressionnés par le soutien généralisé des partenaires nationaux et internationaux pour le Cadre de Relèvement Accéléré ainsi que par l'évolution dans la façon de penser le financement, comme l'ont confirmé de nombreuses consultations et la réunion de compte-rendu de la mission. En particulier, l'engagement clair et l'approbation de ce travail par le Ministre de l'Économie du Plan et de la Coopération, Monsieur Felix Moloua, démontre l'importance que ce travail jouera dans l'accélération de la mise en œuvre du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA), tout particulièrement ses éléments de concernant le relèvement.

Essentiellement, la mission a présenté au gouvernement, aux représentants du secteur privé et à la communauté internationale une gamme d'options pour s'assurer que la RCA génère et attire le financement adéquat, en utilisant les bons outils, au bon moment, tout en tirant parti des incitations à la stabilité et au relèvement.

Plus précisément, les axes suivants ont été proposés pour différents domaines du financement du développement:

- **Gouvernance et coordination:** le RCPCA et le cadre de responsabilité mutuelle de la CEM demeurent les principaux mécanismes de gouvernance et de coordination. Il serait possible d'accroître les possibilités de redevabilité mutuelle en tirant parti des flux d'APD pour encourager un engagement accru du gouvernement et stimuler des discussions plus stratégiques au niveau national et préfectoral. La coordination pourrait permettre des discussions plus stratégiques si les informations sur les projets étaient collectées systématiquement dans le cadre d'un système renforcé de gestion de l'information sur l'aide.
- **Finances publiques nationales:** l'accent devrait être mis sur la stimulation de la croissance économique et l'augmentation de la perception des impôts, ainsi que sur la garantie que le budget du gouvernement soit investi dans des zones d'accélération prioritaire pour le redressement dans le cadre de la RCPCA.
- **Financement privé national:** l'accent devrait être mis sur la suppression des freins à la croissance économique.
- **Finances publiques internationales:** en tant que flux financier majeur en RCA, les financements publics internationaux (APD, ou aide) devraient assurer la flexibilité des programmes et utiliser leur influence pour stimuler l'engagement politique et l'investissement du gouvernement dans la réalisation de la RCPCA.
- **Financement privé international:** des mesures préliminaires devraient être prises pour faire de la RCA une destination plus attractive pour le financement privé international.

- Architecture de l'aide: l'accent devrait être mis sur l'adéquation entre l'architecture de l'aide dans le contexte de la RCPCA, de l'UNDAF + et du cadre de relance accélérée.

Les prochaines étapes seront axées sur l'appui de l'OCDE à la communauté internationale en RCA, initialement envisagée comme contributions aux discussions du RCPCA en décembre, afin de saisir les opportunités et les options qui ont été classées par ordre de priorité dans le cadre de la stratégie de financement.

Vers une stratégie de financement pour le cadre de relèvement accéléré en RCA

Pour assurer la stabilité et le relèvement en République Centrafricaine, il faudra aller au-delà des activités traditionnelles. Dans l'ensemble, nous avons trouvé des partenaires internationaux et nationaux en RCA prêts à avancer dans cette direction, au travers de mesures tangibles et concrètes pour obtenir de meilleurs résultats de relèvement dans les zones de solutions d'urgence, chroniques et durables identifiées dans le Cadre de Relèvement Accéléré.

Gouvernance et coordination

Répondre aux besoins prioritaires identifiés dans la RCPCA exigera un engagement et un leadership fort de la part du gouvernement centrafricain avec le soutien de la communauté internationale et de la société civile ... un appui renouvelé à la mise en œuvre de la RCPCA devra être fondé sur un partenariat renouvelé entre le gouvernement et les partenaires de la communauté internationale basés sur la responsabilité mutuelle.

Plan national de redressement et de consolidation de la paix de la République centrafricaine 2017-21

Les mécanismes de gouvernance et de coordination de la stratégie de financement sont ancrés dans la RCPCA et le Cadre de responsabilité mutuelle (CEM-RCA). La RCPCA sert de chapeau principal pour le rétablissement et la consolidation de la paix. Il est basé autour de trois piliers:

1. Soutenir la paix, la sécurité et la réconciliation
2. Renouveler le contrat social entre l'État et la population
3. Promouvoir la relance économique et stimuler les secteurs productifs

L'UNDAF + du système des Nations Unies a été conçu pour soutenir une approche cohérente de la mise en œuvre de la RCPCA dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Le Cadre de relèvement accéléré est le plan du système des Nations Unies pour accélérer la livraison des composantes de l'UNDAF +, basé sur des réponses différenciées pour trois typologies de zones dans le pays: (i) urgence (ii) zones chroniques et (iii) solutions durables.

Un cadre de responsabilité mutuelle existe, mais pourrait être mieux utilisé pour soutenir des résultats cohérents, soutenus, transparents et responsables. Un *Cadre d'Engagement Mutuel pour la République Centrafricaine ou CEM* (Annexe A) a été établi pour soutenir la mise en œuvre de la RCPCA et le partenariat entre la communauté internationale et le gouvernement, conformément à la résolution 2301 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. La CEM fournit une base solide pour des discussions au niveau stratégique entre les partenaires; cependant ce potentiel n'est pas encore suffisamment exploité.

Certaines des options à considérer comprennent:

Au niveau national:

- Soutenir la capacité du Bureau National d'Audit, potentiellement par le biais d'un partenariat avec l'organisme international d'audit INTOSAI, à examiner les progrès réalisés par le gouvernement et la communauté internationale dans le cadre de la CEM, à l'appui du secrétariat RCPCA-CEM
- Supprimer le besoin de partager des informations sur les projets et leur état de mise en œuvre dans les réunions de coordination en renforçant le Système de gestion de l'information sur l'aide (voir la section Architecture de l'aide ci-dessous)

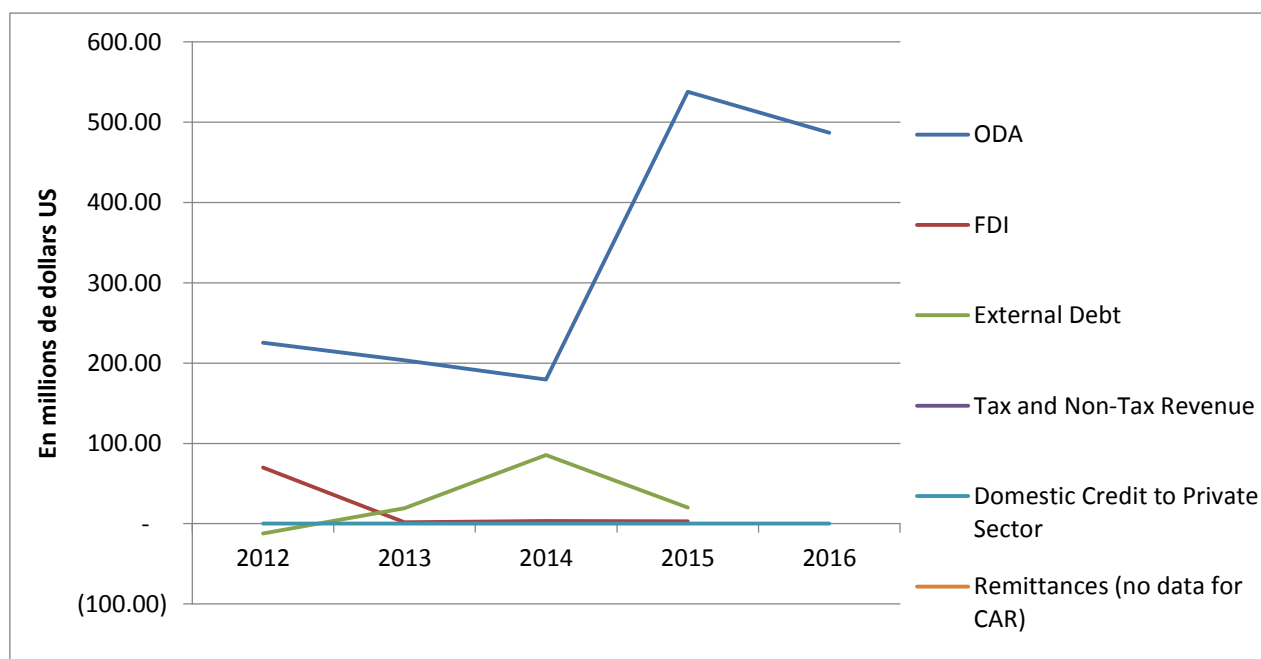
Au niveau de la préfecture:

- Rechercher un accord sur un nombre limité de domaines prioritaires à cibler dans chaque préfecture, et détailler les contributions qui seront demandés à la communauté internationale, à l'autorité locale et aux autres acteurs pour soutenir ces domaines prioritaires - cela constituera le niveau préfectoral du cadre de responsabilité mutuelle
- Vulgariser le cadre de responsabilité mutuelle au niveau de la préfecture à travers une campagne médiatique publique
- Assurer des consultations régulières entre la préfecture, la communauté internationale et d'autres acteurs sur les progrès et les blocages
- Suivre le cadre de responsabilité mutuelle au niveau de la préfecture (avec le soutien éventuel des responsables des affaires politiques de la MINUSCA) et intégrer cette information dans l'exercice national de suivi.

Sources de financement

Une vue détaillée du paysage financier est fournie à l'annexe B

Figure 1: Sources de financement mondiales en RCA



Globalement, l'APD (aide) est le principal flux financier en RCA. Les principaux points qui ressortent du paysage financier sont les suivants:

Finances publiques nationales

- Les signes de reprise économique sont faibles, la croissance étant ancrée dans le secteur extractif
- Les défis économiques importants restent liés - directement ou indirectement - à l'insécurité
- L'assiette d'imposition et de perception est faible et le secteur public est très restreint
- L'économie dépend fortement des industries agricoles et extractives

Financement privé national

- Les crises récurrentes en RCA empêchent le développement du secteur privé et sapent les bases de l'industrialisation et du développement du pays - l'investissement est considéré comme trop compliqué et risqué
- La poursuite de la sécurisation des activités d'importation / exportation le long du corridor Douala-Bangui sera essentielle pour une croissance économique soutenue
- Les dépôts privés sont bas, tout comme le crédit domestique
- Les partenariats public-privé ont un potentiel mais, comme tous les investissements, sont risqués pour les investisseurs privés
- Le secteur privé local est modeste mais dynamique

Flux publics internationaux

- La RCA dépend fortement de l'aide, qui provient principalement des donateurs de l'OCDE
- La solidarité régionale est forte, y compris les flux de prêts et de dons
- Le niveau d'endettement est élevé et les arriérés importants, ce qui rend inopportun le prêt à la RCA: la RCA est exposée à un risque élevé de surendettement
- Les prêts d'APD à la RCA proviennent principalement de bailleurs multilatéraux
- Le financement de type de projet constitue la majorité de tous les investissements de l'APD
- Il existe une gamme de fonds multi-donateurs en RCA, humanitaire, stabilité, développement et paix
- Le financement humanitaire représente la moitié de l'APD et comprend une bonne répartition des principaux bailleurs, mais le plan de réponse humanitaire reste sous-financé
- Le financement du climat pour les activités d'atténuation et d'adaptation est très faible

Flux privés internationaux

- L'économie de la RCA est désavantagée par sa position enclavée, qui l'isole des fournisseurs et des marchés étrangers et contribue à la hausse des prix à l'importation.
- La plupart des IDE proviennent du Canada, de la France, de l'Inde et de l'Afrique du Sud
- Il existe une gamme de facteurs qui découragent l'investissement étranger - dans l'ensemble, l'insécurité et l'incertitude limitent la confiance des investisseurs, mais il existe aussi des facteurs dissuasifs structurels.
- Il n'y a pas de données à jour sur les flux d'envois de fonds, ni de compréhension de leur utilisation

Besoins de financement et prévisions

Le cadre d'accélération du relèvement UNDAF + a établi une théorie du changement et un ensemble différencié de résultats de programmation dans les zones de solutions d'urgence, chroniques et durables de la RCA. Cela a permis au système des Nations Unies de:

- établir un accord de programmation pour chaque zone et une base sur laquelle modifier la programmation au fur et à mesure que la situation s'améliore ou se détériore sur le terrain
- aider à prioriser les ressources disponibles
- fournir un séquençage des actions à mesure que la situation évolue dans chaque zone
- identifier les principaux risques, opportunités et éventualités

Le coût consolidé pour chacune des trois zones pourra être basé sur les coûts déjà établis par chaque agence pour le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et le Plan d'intervention humanitaire.

Capacité de financement éventuelle

Des dispositions doivent être prises pour assurer le financement des risques contingents et la flexibilité des modalités de financement, compte tenu de l'environnement fluide et du profil de risque de la RCA. Les risques identifiés dans le cadre du PNUAD et utilisés dans le cadre du relèvement accéléré sont principalement liés à une légère hausse du niveau de conflit, bien qu'il existe également des risques d'inondation et de sécheresse dans certaines régions du pays.

La taille de l'économie, le climat des affaires et la capacité du système financier en RCA sont des facteurs dissuasifs pour les instruments privés de financement des risques, mais ils ne devraient pas être exclus si le système financier se stabilise. Une utilisation accrue du financement climatique, à la fois pour l'adaptation et pour la préparation aux situations d'urgence, pourrait être explorée.

En l'absence de possibilités de financement et de transfert des risques, le financement devra être suffisamment souple pour que la programmation puisse s'adapter au contexte en évolution rapide, tant pour la détérioration que pour l'amélioration des situations.

En ce qui concerne la détérioration des situations, la réserve de fonds communs humanitaires et les allocations du CERF pourraient être utilement concentrées sur:

- Des nouveaux chocs ou escalade dans les zones d'urgence
- Des détériorations ou des chocs importants signifiant qu'une zone initialement classée comme une zone de solution chronique ou durable devient une zone d'urgence

Pour ce qui est du relèvement et de la stabilisation des situations, Ezingo Multi Partner Trust Fund pourrait se concentrer sur le lancement du paquet de service du cadre d'accélération de la reprise dans les zones de solutions chroniques et durables nouvellement stables.

Les bailleurs de fonds bilatéraux devront réfléchir à la manière d'assurer une flexibilité suffisante dans leurs programmation et leurs financement afin de s'adapter tout autant à des détériorations qu'à des améliorations dans le contexte.

Plan de mobilisation des ressources

Cette section présente les opportunités qui doivent être hiérarchisées et suivies afin d'assurer le bon financement, en utilisant les bons outils, au bon moment, et en fournissant les bonnes incitations à tous les acteurs pour engager et assurer le redressement et la stabilisation en RCA.

Le plan de mobilisation des ressources impliquera de réunir les financements publics nationaux (gouvernementaux), les financements privés nationaux, les finances publiques internationales (y compris l'APD ou l'aide) et le financement privé international, y compris les investissements et les envois de fonds.

Finances publiques nationales

L'accent devrait être mis sur la stimulation de la croissance économique et l'augmentation du recouvrement des impôts, ainsi que sur la garantie que le budget du gouvernement investisse dans les zones d'accélération prioritaire pour le redressement sur base du RCPCA.

Les opportunités spécifiques à considérer incluent :

- La limitation des fuites fiscales, potentiellement grâce à un partenariat avec les inspecteurs des Impôts Sans Frontières
- Définir les principaux secteurs d'accélération - incluant potentiellement l'agriculture - dans lesquels concentrer et augmenter les investissements gouvernementaux
- Viser à réaliser le budget national de 2019 pour démontrer l'engagement du gouvernement envers les piliers du RCPCA, et rendre ces contributions gouvernementales plus transparentes
- Créer et /ou renforcer les capacités de mise en œuvre et de suivi du RCPCA au niveau des ministères prioritaires, avec le soutien du secrétariat du RCPCA

Financement privé national

L'accent devrait être mis sur la suppression des freins à la croissance économique.

Les opportunités spécifiques à considérer incluent :

- Lutter contre la fraude et la corruption, notamment en renforçant les capacités et l'indépendance de l'institution nationale de contrôle et en démantelant d'autres activités illégales de recouvrement des impôts
- Accroissement du crédit national aux PME et aux autres acteurs du secteur privé
- Accélération du cycle des paiements dans le cadre du processus de Kimberly afin de dissuader les flux illicites
- Travailler avec les secteurs locaux de la banque et des télécommunications afin d'augmenter leur couverture à l'intérieur du pays (y compris pour les paiements mobiles) et en fournissant la sécurité et des incitations telles que le conditionnement des licences d'exploitation à l'augmentation de la couverture
- Veiller à ce que les appels d'offres pour les projets et programmes financés par l'APD soient systématiquement accessibles au secteur privé local, y compris en tant que partenariat international/national du secteur privé
- Soutenir et encourager le retour des PDI, des réfugiés et de la diaspora, afin de promouvoir la croissance dans le secteur agricole, et accroître la productivité des secteurs primaire et secondaire.

Finances publiques internationales

En tant que flux financier majeur en RCA, les finances publiques internationales devraient se concentrer sur la flexibilité des programmes, et utiliser leur influence et incitations pour stimuler l'engagement politique du gouvernement et l'investissement dans la mise en œuvre du RCPCA.

Les opportunités spécifiques à considérer incluent:

- Augmenter le nombre de bailleurs, potentiellement en ciblant les bailleurs arabes ;
- Maintenir un flux prévisible de financement humanitaire dans un contexte qui continuera vraisemblablement à devoir répondre à d'importants besoins d'urgence à moyen terme ;
- Recherche de financement climatique pour l'adaptation et la préparation aux situations d'urgence en cas de risque d'inondation et de sécheresse ;
- Mieux comprendre et renforcer la complémentarité avec les acteurs présents en RCA, tels que la Chine, grâce à un dialogue renforcé ;
- Assurer une plus grande flexibilité dans les modalités de financement, avec moins d'affectations et plus de concentration sur le financement des résultats ;
- Développer une approche basée sur des programmes adaptés à certains secteurs prioritaires du RCPCA, potentiellement un SWAP, par exemple pour l'agriculture, la santé et / ou l'éducation ;

- Veiller à ce que les futurs prêts respectent les directives du FMI en matière de concessionnalité lourde et, à titre exceptionnel, permettent de réduire le fardeau de la dette et éventuellement à éliminer la dette;
- Relier la RCA à la priorité mondiale de la prévention des conflits et permettre à la RCA de bénéficier d'un test pour ce programme et les instruments de financement connexes (éventuellement en tant que pilote lorsque le rapport sera lancé au premier trimestre de 2018)
- Mettre davantage l'accent sur la responsabilité mutuelle plutôt que sur le seul taux de décaissement pour le RCPCA
- Renforcer le système d'information sur la gestion de l'aide pour permettre une plus grande transparence de l'information et permettre à la coordination de se concentrer plus clairement sur les questions stratégiques

Financement privé international

Les premières mesures devraient être prises pour faire de la RCA une destination plus attractive pour le financement privé international.

Les opportunités spécifiques à considérer comprennent (en plus de celles déjà décrites pour le financement privé domestique):

- Les membres de l'OCDE se rendent dans les capitales pour présenter les opportunités aux acteurs du secteur privé, au fur et à mesure que les opportunités se présentent;
- Réflexions sur la manière d'utiliser le financement mixte pour stimuler l'investissement, en veillant à ne pas trop insister sur les modalités de réduction des risques, ce qui pourrait décourager les acteurs privés de suivre les normes et standards internationaux et de suivre le principe de ne pas nuire.
- Mieux comprendre les flux d'envois de fonds, y compris le volume et la manière dont ces fonds sont utilisés. S'engager avec les communautés de la diaspora lorsque cela peut favoriser l'investissement, aider à stimuler l'engagement du gouvernement, promouvoir le retour ou encourager des flux d'APD de plus ou de meilleure qualité.

Architecture de l'aide

L'accent devrait être mis sur l'adéquation entre l'architecture de l'aide dans le contexte du RCPCA, l'UNDAF + et le cadre de relance accélérée.

Les opportunités spécifiques à considérer incluent:

- Utiliser le Fonds EU Bekou comme un bon exemple permettant la programmation à travers le lien humanitaire-développement-paix ;
- Réfléchir sur la complémentarité des différents fonds multi donateurs gérés par les Nations Unies, en commençant par un partage régulier des informations et en plaçant des observateurs sur les conseils de gouvernance et les processus décisionnels des uns et des autres ;

- Recruter un gestionnaire de fonds pour le fonds Ezingo afin d'en renforcer la direction stratégique et le suivi ;
- Établir et s'engager à fournir des informations à jour au système de gestion de l'information sur l'aide.
- Renforcer la responsabilité mutuelle :
 - Au niveau national, soutenir la capacité et le rôle de la Cour des comptes nationale pour examiner les engagements pris dans le cadre de la CEM, à l'appui du secrétariat du RCPCA-CEM
 - Recherche d'un accord sur les domaines prioritaires de la CEM à cibler dans chaque préfecture, avec des consultations régulières entre la communauté internationale et la préfecture sur les progrès, avec un suivi de l'alimentation dans l'exercice de la CEM au niveau national.

Indicateurs et monitoring

Les progrès de la stratégie de financement devraient être mesurés dans le cadre des processus RCPCA et CEM, tant au niveau national que dans le cadre de la responsabilité mutuelle dans les préfectures spécifiques.

Les indicateurs supplémentaires à considérer comprennent:

Global	Finances Publiques Nationales	Finances Privées Nationales	Finances Publiques Internationales	Finances Privées Internationales
Progrès sur la CEM et d'autres cadres de responsabilité mutuelle au niveau national et par préfecture	Croissance économique	Indice de la facilité de faire des affaires	Taux d'implémentation	Niveau d'IDE
État du pays - Nombre de zones considérées comme des solutions d'urgence, chroniques ou durables	Taux de perception de l'impôt	Implication des entreprises privées dans la livraison de l'APD	Montant des engagements d'APD	Niveau des envois de fonds
Transparence - utilisation du système AIMS	Investissement dans les piliers de la RCPCA	Télécommunications et couverture bancaire	Taux de financement humanitaire	Cohérence entre les fonds multi-donateurs
			Flexibilité des mécanismes de financement	

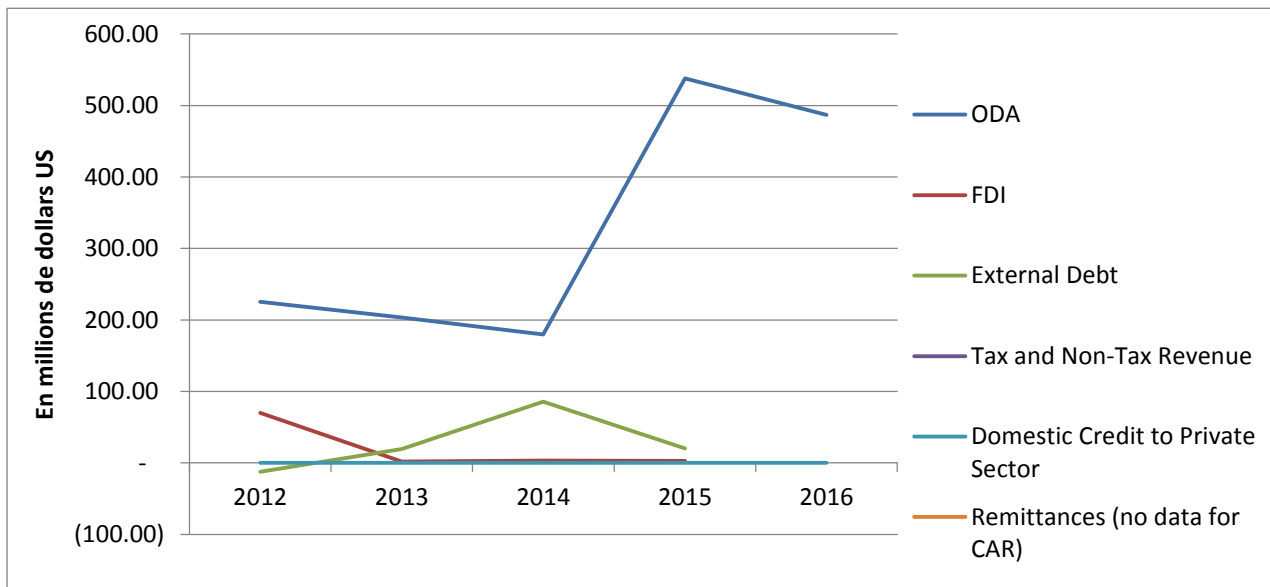
ANNEX 1: The Cadre d'Engagement Mutuel pour la République Centrafricaine

Bref rappel du Cadre d'engagement mutuel

Paix et sécurité	Relance économique	Gouvernance politique, admin. & Financière	Justice et droits de l'homme	Réconciliation nationale
<ul style="list-style-type: none"> 1. Programme DDDR 2. Programme SSR 3. Système de vérification préalable 4. Défis transfrontaliers (transhumance, trafic d'armes) 	<ul style="list-style-type: none"> 1. Réforme des secteurs productifs 2. Amélioration climat des affaires 3. Gouvernance des ressources naturelles 4. Allocation budgétaire en faveur des régions 5. Renforcement de la coopération sous-régionale 	<ul style="list-style-type: none"> 1. Gouvernance inclusive 2. Redéploiement Administration 3. Paiement régulier des salaires FAE 4. Politique inclusive de recrutement aux emplois publics 5. Renforcement des mécanismes de gestion des finances publiques 6. Lutte contre la corruption 7. Décentralisation et développement local 	<ul style="list-style-type: none"> 1. Respect des conventions et des textes normatifs 2. Rétablissement du système pénal et des prisons 3. Démilitarisation des prisons 4. Opérationnalisation de la CPS 5. Poursuite des auteurs des graves violations DH 6. Cadre normatif pour faciliter le retour 7. Lutte contre les AES 8. Mise en place de la CVJRR 	<ul style="list-style-type: none"> 1. Processus de réconciliation 2. Elections locales 3. Autorité de l'Etat 4. Retour

ANNEX 2: Sources de financement

Sources globales de financement en République Centrafricaine



Analyse du paysage financier

1. Finances publiques nationales

De faibles signes de reprise économique avec une croissance liée à l'industrie extractive. La tentative de reprise économique qui a débuté en 2014 se renforce progressivement avec un taux de croissance net du PIB qui aurait dû atteindre 5,1% en 2016. Cette amélioration est liée à la reprise de l'industrie extractive, qui a grimpé de 22,8% après que la suspension partielle du processus de Kimberley a été levée. Les pressions inflationnistes qui ont été fortes durant la crise, devraient perdre de leur intensité en 2017 et 2018 en raison de la reprise du transport dans le tronçon Douala-Bangui, et notamment grâce à un meilleur approvisionnement alimentaire.

Importants défis liés - directement ou indirectement - à l'insécurité actuelle. La Revue économique de l'Afrique répertorie que les plus grands défis liés à l'économie en République Centrafricaine à savoir le trafic et la fraude (y compris au niveau des barrages routiers, et à travers d'autres activités illégales notamment dans le secteur minier et forestier), un risque élevé pour le climat d'investissements des entités internationales et nationales du secteur privé, l'insécurité et la violence qui gênent les opportunités de croissance, une faible productivité agricole principalement due à la lenteur des retours des personnes déplacées par la crise, la détérioration des infrastructures - notamment dans le secteur de l'énergie - et l'accès limité au prêt. Ces enjeux ont été légèrement mitigés par les investissements infrastructurels visant à répondre aux besoins de logements de la communauté internationale et les paiements de salaire réguliers versés à la fonction publique, ce qui a permis à certains ménages d'avoir des sources de revenus (OCDE, 2017).

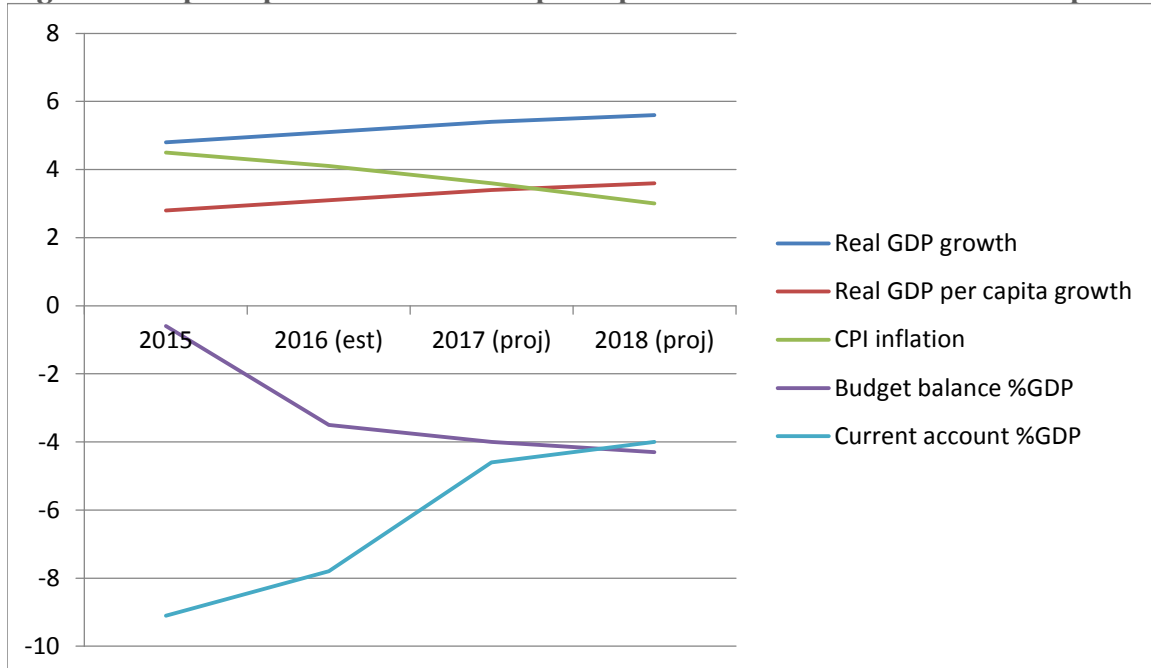
La République Centrafricaine utilise le Franc CFA. Le Franc CFA (XAF) est la devise de six pays d'Afrique Centrale: Le Cameroun, la République Centrafricaine, le Tchad et la République du Congo, la Guinée équatoriale et le Gabon. Ce mécanisme assure une stabilité relative du taux de change et aide à contrôler

l'inflation - bien que le taux d'inflation du RCA de 5,1% en 2016 soit au-dessus du taux recommandé par la CEMAC.

Insuffisance du taux de recouvrement et de l'assiette de l'impôt. Le taux de recouvrement actuel - le même que celui d'avant la crise - est principalement orienté sur les taxes douanières et les taxes à l'importation. L'insécurité générale a provoqué la fermeture de la plupart des bureaux de recouvrement et il est estimé que le taux de recouvrement sur l'industrie extractive est passé de 11,5 % en 2012 à seulement 4,9% en 2014. Les autres revenus nationaux ont baissé de 127,3 millions XAF en 2012 à 84,7 millions en 2016. Par conséquent, les disponibilités de trésorerie constituent un réel problème, les recettes fiscales ne pouvant pas couvrir les dépenses du Gouvernement. Quelques réformes macroéconomiques ont été promulguées notamment en ce qui concerne la gestion des finances publiques (par exemple pour éliminer les paiements versés aux fonctionnaires fictifs, et fournir une assistance technique pour le recouvrement des taxes douanières et des taxes à l'importation) afin d'assurer le paiement des salaires à la fonction publique et le service de la dette. Les donateurs internationaux, multilatéraux et bilatéraux ont aussi appuyé financièrement le paiement des salaires dans le secteur public. Toutefois, il est prévu que la RCA ait un déficit budgétaire de 4,3% du PIB en 2018. Par conséquent, le niveau de l'endettement est élevé (se référer à la discussion sur les flux publics internationaux).

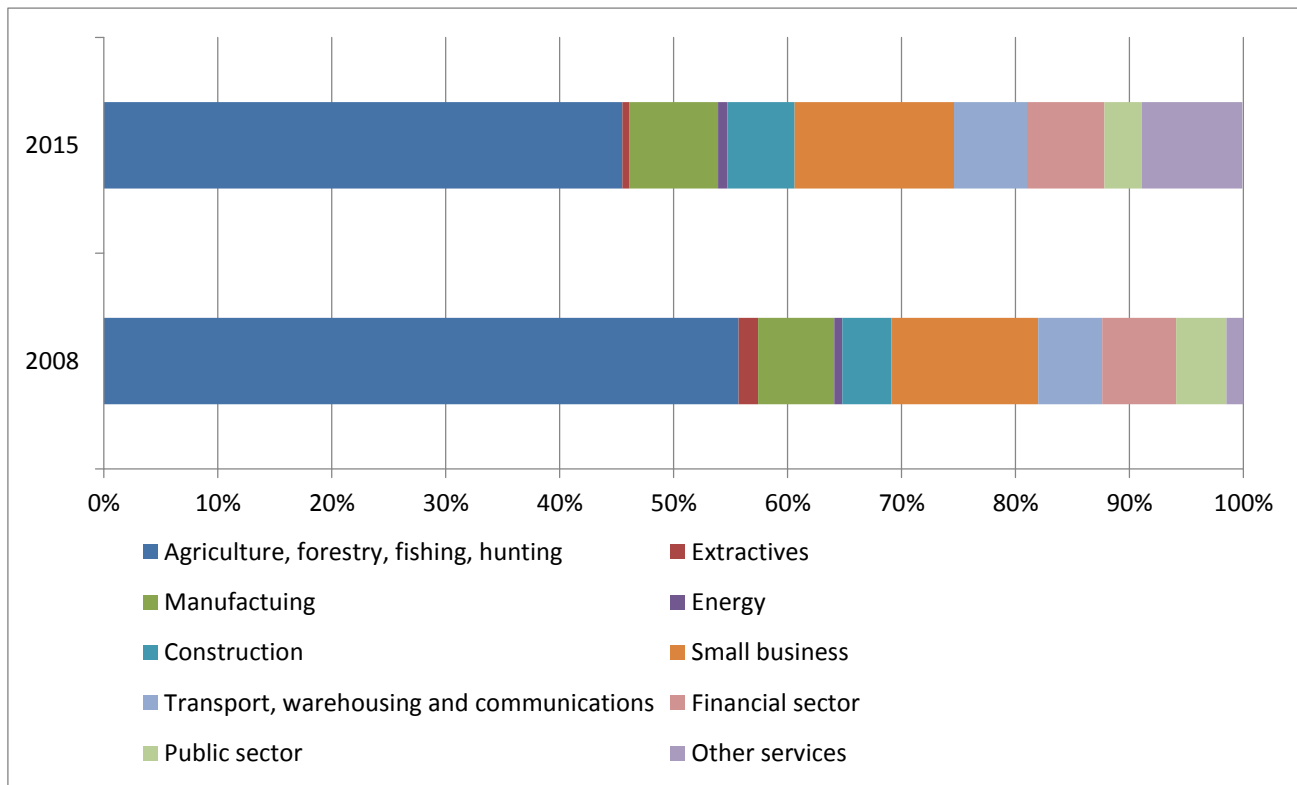
L'économie dépend en grande partie de l'agriculture et de l'industrie extractive. L'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse constituent 45,5% du PIB en 2015 contre 55,7% en 2008, mais représentent toujours la base de l'économie. Le potentiel de croissance dans ce domaine sera inhibé si aucune mesure n'est prise pour venir à bout de l'insécurité et si les gens ne peuvent pas retourner chez eux. Le troisième secteur le plus important (et aussi en croissance) est celui des petites entreprises. Seuls 3,3% du PIB proviennent du secteur public notamment la défense et la sécurité sociale (Figure 3).

Figure 2 : République Centrafricaine - principaux indicateurs macroéconomiques 2014-2017



Source: Perspectives économiques en Afrique (OCDE, 2017)

Figure 3 : PIB par secteur en 2008 contre PIB par secteur en 2015



Source: *Perspectives économiques en Afrique (OCDE, 2017)*

2. Finances privées nationales

Les crises récurrentes en RCA empêchent le développement du secteur privé et torpillent les fondements de l'industrialisation et du développement du pays. La crise a créé un environnement à haut risque à tel point que même les citoyens de la RCA se gardent d'investir. Ce contexte négatif tend à encourager l'augmentation d'activités économiques "destructrices" sur une toile de fond de trafic et de fraude (notamment au niveau des barrages routiers et d'autres barrières illégales), en particulier dans le secteur des ressources naturelles tel que le secteur minier ou forestier. Au-delà de l'éventualité de voir tout son secteur économique disparaître, la RCA fait face à une désindustrialisation et à un appauvrissement de sa population. La situation ne s'améliorera que grâce à un retour à la sécurité durable et à la mise en œuvre de réformes politiques appropriées.

La sécurité renforcée pour les activités d'importations/d'exportations le long du tronçon Douala – Bangui sera essentielle pour une croissance économique durable. Les incidents sécuritaires ébranlent la confiance des investisseurs et perturbent l'activité économique, aggravant le manque d'infrastructures publiques, notamment les infrastructures de transport et d'énergie. Le secteur primaire a bénéficié de la croissance dans les sous-secteurs de la forêt, du café, et du coton, par contre, le secteur secondaire peine toujours. La croissance des exportations est particulièrement liée à l'industrie extractive en particulier l'or et les diamants, mais aussi le bois, le café et le coton.

Les dépôts privés sont faibles, mais la dette intérieure augmente. La part du système financier des dépôts en tant que ratio du PIB est de 12,1% en 2015, le taux le plus bas après celui du Tchad, et inférieur

à la moyenne en Afrique subsaharienne. Le prêt national au secteur privé représente 12,54% du PIB, ce qui est faible pour l'Afrique subsaharienne, mais indique une amélioration constante depuis 2012. La revue *Ease of Doing Business Index de la Banque mondiale* classe la RCA en 184e position ou 7e à partir du bas de l'indicateur - et sous-évalue tous les indicateurs. Les réformes pour améliorer les indicateurs de ce classement représentent une opportunité évidente pour la croissance des finances privées (aussi bien nationales qu'internationales) en RCA.

Les partenariats publics-privés (PPP) sont intéressants, mais demeurent risqués pour les investisseurs privés. La RCA n'a pas un cadre juridique ou une politique spéciale régissant les PPP, mais le Gouvernement a manifesté de l'intérêt pour ces types d'arrangement pour les projets d'infrastructures. Toutefois, l'environnement macroéconomique et la situation sécuritaire ont découragé les investisseurs - en dépit de quelques expériences de PPP notamment dans le secteur de l'eau, au début des années 2000.

Responsabilité sociale des entreprises. La RCA ne dispose pas d'un cadre juridique pour promouvoir la responsabilité sociale des entreprises, ou une politique dans ce domaine ou de crédits d'impôt y afférents. Certaines entreprises établissent des rapports de Responsabilité sociale des entreprises en RCA, par exemple Orange Centrafrique (par la fondation Orange)¹,

Activités philanthropiques. L'intérêt et le goût pour les activités philanthropiques sont un champ à explorer plus tard, bien qu'il soit probablement limité.

3. Les flux internationaux de capitaux publics

La RCA est fondamentalement dépendante de l'aide. L'APD versée à la RCA a augmenté de 239% entre 2012 et 2015, s'élevant à 487 millions de dollars USD en provenance de 36 donateurs (Figure 4). C'est de loin le flux le plus important du financement pour le développement destiné à la RCA (Figure 1). Les institutions de L'UE sont les plus grands donateurs, suivies USD, de la France et de l'Allemagne. Treize donateurs bilatéraux et multilatéraux ont fait des dons substantiels en versant plus de 10 millions de dollars USD par donation en 2015. Il ne semble pas y avoir aucun intérêt considérable des non-membres du CAD, des donateurs éloignés en la RCA (seulement le Koweït en 2015 avec 0.66 million de dollars USD)

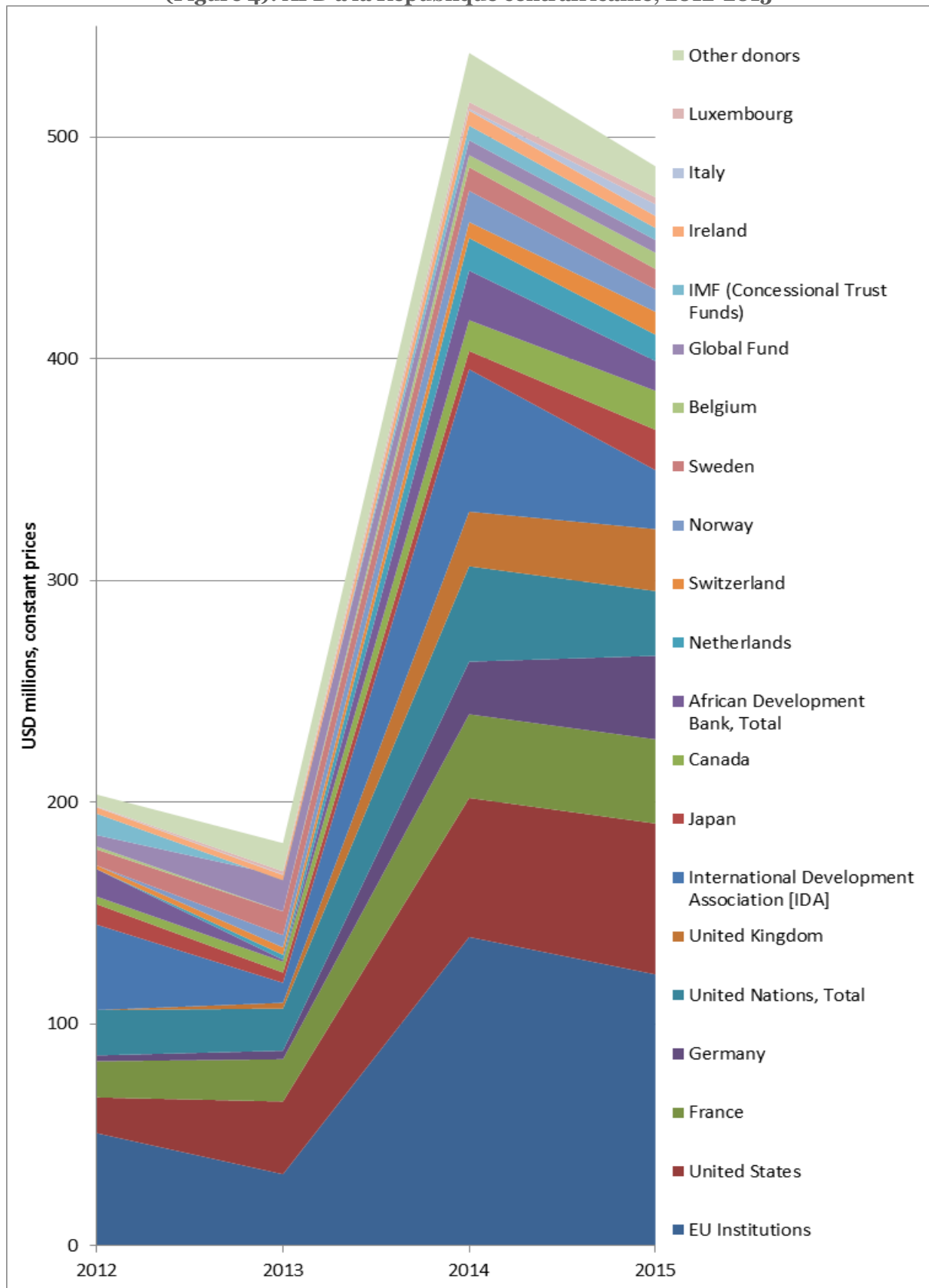
Plan national et conférence d'annonces de contributions. Avec l'appui des partenaires au développement, le gouvernement a élaboré un plan national pour le relèvement et la consolidation de la paix - *Plan national de Relèvement et de Consolidation de la Paix* - avec un budget de 3.16 milliards des dollars USD qu'il a présentés à la communauté internationale le 17 novembre 2016 à Bruxelles. Cela demeure le principal outil de collecte de fonds pour la RCA.

La solidarité régionale est importante. La RCA est un pays enclavé, et donc économiquement dépendant de ses voisins - qui ont été affectés en retour par les débordements de violence en RCA, et ont ainsi un intérêt particulier à la restauration de la paix. Par conséquent, tous les pays de la CEMAC et l'Angola ont fourni un soutien financier pour le relèvement. Plus précisément, la République du Congo a fait un certain nombre de dons et a octroyé un prêt de 25 millions de dollars USD et l'Angola a fait un don de 10 millions USD en plus d'un prêt de 20 millions USD.

Il y a un niveau élevé d'endettement. La dette au PIB qui était de 23.5% en 2012 avait atteint 46.6% en 2016. Il y a d'importants arriérés particulièrement envers la Chine et l'Inde. La dernière analyse de la dette du FMI/Banque mondiale a décelé que la RCA était exposée à de grands risques liés aux crises extérieures et à un risque élevé de surendettement, et recommandait ainsi à la RCA de ne contracter dans le futur que des dettes assorties à des conditions très favorables et là encore à titre exceptionnel seulement.

¹ Notamment 300 000 euros versés à la Croix-Rouge française: www.agenceecofin.com/operateur/3007-21892-la-fondation-orange-et-orange-centrafrique-donnent-300-000-euros-a-la-croix-rouge-francaise-en-rca

(Figure 4): APD à la République centrafricaine, 2012-2015

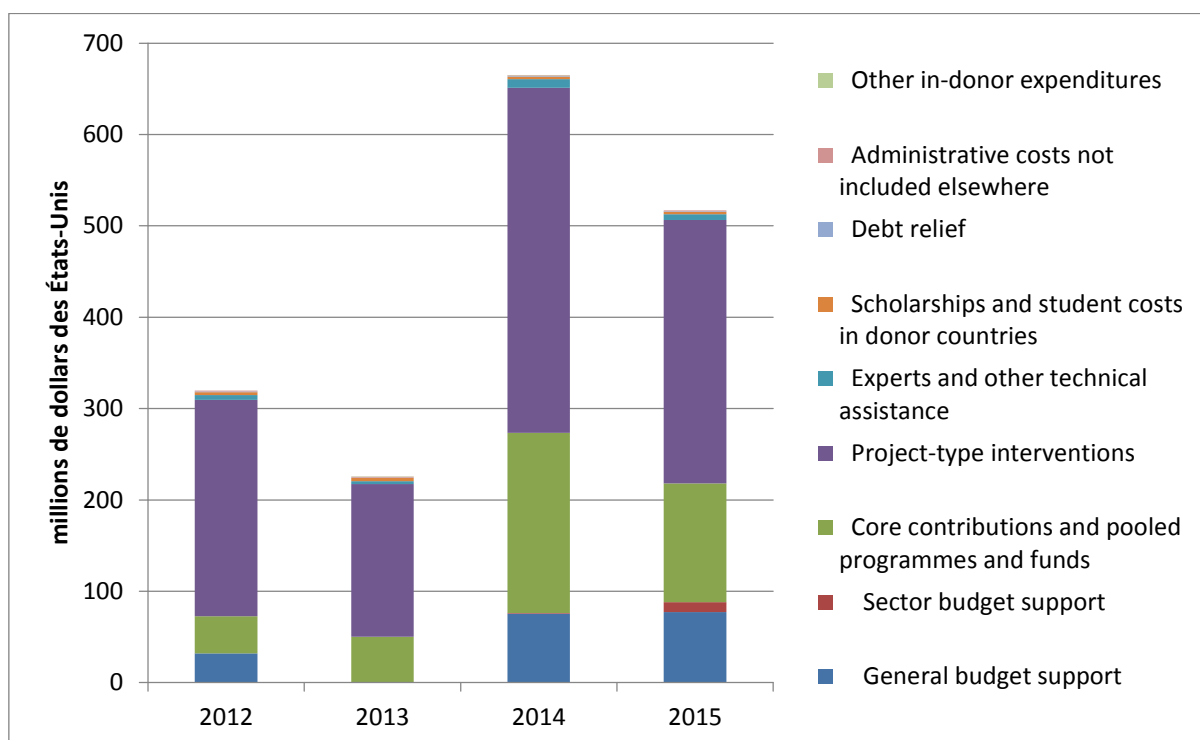


Source: Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, les calculs de l'auteur. L'analyse plus détaillée des flux financiers se trouve dans les annexes A et B.

Le financement du type de projet représente la majorité des investissements de l'APD, suivi des coopérations multilatérales et bilatérales (contributions aux organisations multilatérales et aux ONGI opérant en RCA). Seulement, un petit montant du financement est placé à travers les mécanismes de fonds communs. Il existe un soutien budgétaire: en 2015, la France a versé 13.3 millions de dollars USD pour la prise en charge des dépenses budgétaires générales. La France a aussi fourni la majeure partie du soutien technique obtenu en 2015 dans divers secteurs.

Ce mélange de financement – essentiellement en dehors des systèmes nationaux et avec seulement un soutien technique limité - pourrait être reconsidéré dans une situation où la capacité d'absorption de l'État est limitée. Les interventions sur les types de projets peuvent être utiles sur le court terme, mais l'accent devrait être davantage mis sur le renforcement des capacités nationales.

(Figure 5): ADP par type de flux à la RCA 2012-2015



Source: *Système de notification des pays créanciers de l'OCDE. Calculs de l'auteur*

Les prêts de l'APD à la RCA proviennent en majeure partie des organisations multilatérales. Entre 2012 et 2015, 237.1 millions de dollars USD étaient versés à la RCA comme prêts concessionnels. La majeure partie de ces prêts (186 millions de dollars USD) était sous forme de prêts de l'IDA, complétée par des prêts provenant de la SFI (9 millions de dollars USD), du FMI (40,6 millions de dollars USD) et de la Banque africaine de développement (1,4 million de dollars USD). Les membres du CAD n'avaient pas accordé de prêts concessionnels bilatéraux à la RCA pendant cette période (le dernier était le Japon en 2009).

La plus récente analyse de la viabilité de l'endettement du FMI confirme que la RCA continue d'être exposée à de forts risques de surendettement. En 2016, la totalité de la dette publique de la RCA s'élevait à 44,4 % du PIB vers 50% à la fin de 2015. La dette publique de la RCA représente 24,3% du PIB (253,4 milliards FCFA) en 2016. La RCA a une accumulation importante d'arriérés externes. La RCA doit 123,6 milliards FCFA de dette antérieure à l'initiative PPTTE aux non-membres du Club de Paris. Conformément aux accords du Club de Paris, la RCA s'est engagée à trouver un allègement de la dette auprès des créanciers n'appartenant pas au Club de Paris avec des normes similaires ou meilleures que celles données par le Club de Paris. Le gouvernement continue de tendre la main aux créanciers

n'appartenant pas au Club de Paris pour renégocier ces obligations. Durant les années de crise politique, la RCA a accumulé des arriérés envers les créanciers privés et des arriérés post-PPTE aux créanciers publics qu'elle cherche à résoudre. La Chine a manifesté sa volonté d'alléger la dette sur l'intégralité de l'encours de la dette publique. Un tribunal de New York avait jugé en janvier qu'une banque d'export-import située dans la province de Taïwan en Chine a des réclamations envers la RCA découlant des accords de prêts signés en 1991 et 1992 (FMI, 2017).

Figure 5: Dette extérieure la RCA par créancier 2016

	2016	
	(CFAF billions)	(Percent of GDP)
Multilateral	125.2	12.0
World Bank	34.9	3.4
IMF	68.3	6.6
Other	22.0	2.1
Bilateral	128.2	12.3
Saudi Arabia	9.9	1.0
India	24.5	2.4
China	43.5	4.2
Congo	18.2	1.7
Kuwait	12.1	1.2
Private/Others	20.0	1.9

Sources: C.A.R. authorities; IMF and World Bank staff estimates.

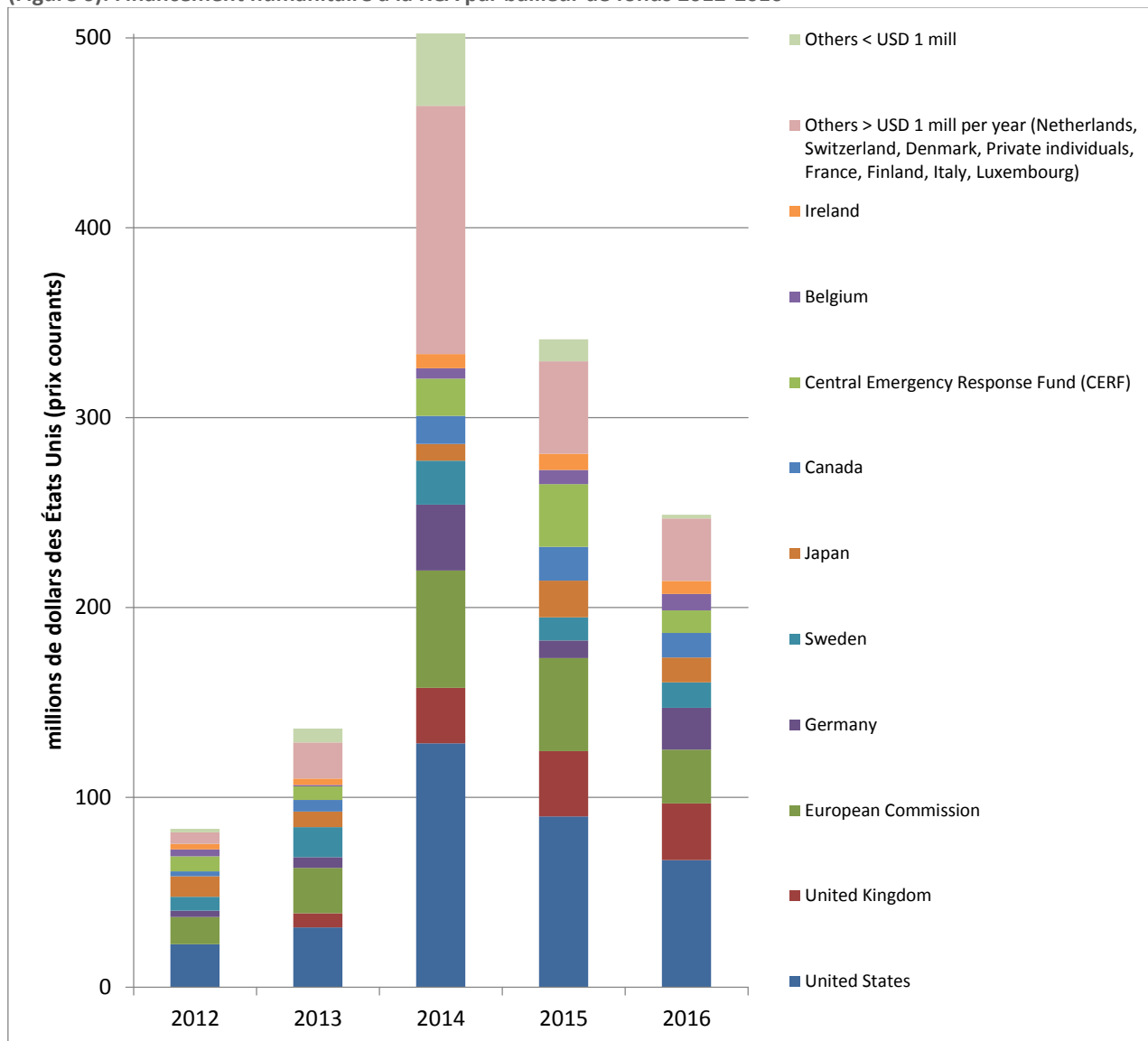
Fonds multi donateurs en République centrafricaine

- Le fonds fiduciaire UE Bekou, avec les contributions des institutions de l'UE (DG DEVCO, DG ECHO et le SEAE) ainsi que des États membres - France, l'Allemagne et les Pays-Bas - étaient établis en juillet 2014 et cherchent à contribuer à la reconstruction du pays, en particulier à la restauration des administrations nationale et locale, au relèvement de l'activité économique et des services essentiels (comme l'électricité, le transport, la santé et l'éducation) et à stabiliser le pays. Les activités se focaliseront aussi sur une assistance aux pays voisins pour leur permettre de surmonter les conséquences de la crise en RCA.
- Le fonds humanitaire de la RCA en cours provient de dix donateurs - Royaume-Uni, Irlande, Suède, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Danemark, Suisse, Canada et Luxembourg - contribuant ensemble jusque-là un montant de 19,5 millions de dollars USD en 2017.
- Le fonds Ezingo, un fonds d'affectation spéciale pluri-partenaires pour la RCA, se focalise sur la stabilité et le relèvement. Il regroupe deux donateurs – les Pays-Bas et la France – avec en 2017, un total de 1,28 million de dollars USD en majeure partie pour la réconciliation et la médiation.
- D'autres fonds pluri-partenaires, notamment le Fonds de la consolidation de la paix sont actifs en RCA. C'est la plus grande opération internationale du Fonds de consolidation de la paix avec 9,59 millions de dollars USD de dépenses en 2017.

Le financement humanitaire représente la moitié de l'APD et inclut un bon nombre d'importants donateurs. 52% de l'APD à la RCA représente une aide humanitaire. La majeure partie provient des bailleurs de fonds (CAD) traditionnels avec un intérêt minime des bailleurs de fonds arabes, par exemple.

L'aide humanitaire a régressé de son sommet en 2014. Il y a un grand nombre de donateurs humanitaires, importants, qui réduisent la dépendance sur toute ressource unique. (Figure 6)

(Figure 6): Financement humanitaire à la RCA par bailleur de fonds 2012-2016



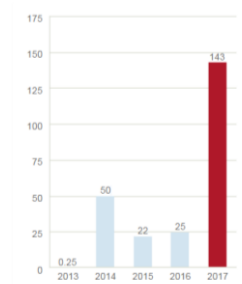
Source: Système de suivi financier, accédé le 10 nov. 2017. Calculs de l'auteur

Il n'y a pas d'autres flux de capitaux publics. Les autres flux de capitaux publics sont ceux du secteur public qui ne se conforment pas aux critères de l'APD, souvent relatifs à l'exportation de crédits ou prêts qui ne sont pas suffisamment de nature concessionnelle.

La Banque mondiale a un éventail d'investissements en République Centrafricaine. Les projets actifs en cours couvrent la connectivité rurale, les services publics, la réintégration des anciens combattants, la prestation de service aux communautés touchées par le déplacement, la consolidation de l'État et le soutien aux systèmes de santé (Figure 7). Un diagnostic national systématique sera préparé

(Figure 7): Prêt de la Banque mondiale à la RCA

LENDING
Central African Republic:
Commitments by Fiscal Year (in millions of dollars)*



*Amounts include IBRD and IDA commitments

Source: Banque mondiale

en début de l'exercice 2018 pour permettre la préparation et la livraison du cadre de partenariat national au milieu d'IDA 18.

Le financement relatif au climat pour les activités de réduction et d'adaptation s'élève à 7,33 millions de dollars des États-Unis en 2015 (notons que ce montant ne s'ajoute pas aux chiffres de l'APD mentionnés en haut). Il provient principalement de la France.

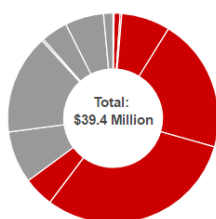
Il n'y a pas d'accords de coopération Sud-Sud ou triangulaire impliquant la RCA. Ceci est peut-être une opportunité d'avancement. La RCA est cependant impliquée dans la coopération fragile-fragile: le groupe du g7+ des pays fragiles a visité la RCA à trois reprises, plus récemment en septembre 2016, pour soutenir le désarmement, la démobilisation, le processus de réadaptation et de rapatriement.

GAVI soutient la RCA depuis 1999 et lui a versé 39,4 millions de \$US jusque-là. Le Fonds mondial a investi 144,3 millions de \$US principalement dans le traitement du VIH, de la tuberculose et du paludisme (Figure 8).

Figure 8: Soutien médical au Soudan: GAVI 2002-2017 et le Fonds mondial

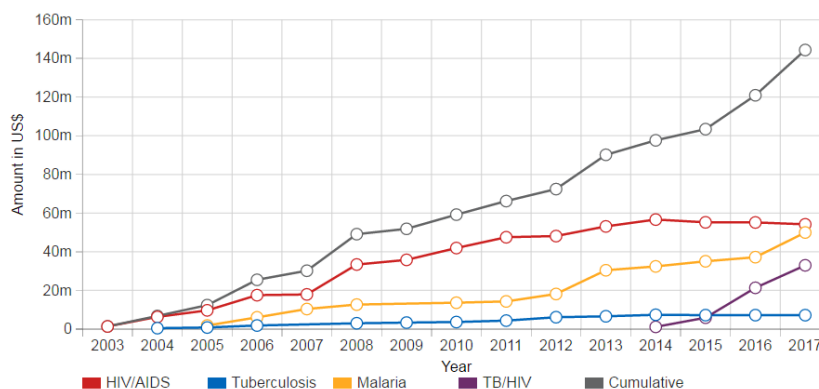
Breakdown of support

Non-vaccine support	Vaccine support
35%	65%
\$13,842,357	\$25,581,362



Data refers to disbursed values, date as per above chart

Disbursements by Component



Source: GAVI et le Fonds mondial

3. Les flux internationaux de capitaux privés

L'économie de la RCA est fondamentalement basée sur l'agriculture, l'extraction artisanale du diamant et l'exploitation forestière. Le diamant et le bois sont les principales ressources exportées, mais il y a aussi l'exploitation de l'or, du fer, et de l'uranium. La RCA a le potentiel de devenir un exportateur net de produits agricoles. Cependant, l'économie de la RCA est désavantagée par l'enclavement du pays qui l'isole des fournisseurs et marchés étrangers et favorise la hausse des prix d'importation. La RCA est présumée détenir des gisements de pétrole le long de ses côtes avec le Tchad qui sont en cours d'exploitation, mais sont probablement depuis de nombreuses années loin d'une éventuelle exploitation. Elle a aussi un potentiel hydroélectrique qui pourrait être développé et exporté aux pays voisins souffrant d'un manque d'énergie. En termes d'origine, la plupart des investissements directs étrangers proviennent de la France, du Canada, de l'Afrique du Sud et de l'Inde. Les investissements de l'Inde en RCA sont d'abord dans le projet de production de ciment et les services de transports urbains. La part de la Chine dans les investissements en RCA a considérablement augmenté durant ces quatre dernières années. (Département d'État, États-Unis, 2012).

Il y a une série d'éléments dissuasifs aux investissements étrangers: l'insécurité et l'incertitude sapent la confiance des investisseurs. Cependant, il y a aussi des éléments dissuasifs structurels:

- Le code de l'exploitation minière implique des dispositions controversées y compris un paiement supplémentaire d'un montant non spécifié pour financer un "Fonds de développement de l'exploitation

minière" contrôlé par le ministre des Mines, avec un montant à négocier individuellement avec chaque entreprise, doublé d'un intérêt de 15% dans chaque projet, et 15% de la production à retourner au gouvernement centrafricain

- Les bureaux d'achat de diamant particulièrement sont soumis aux exigences de l'investissement dans la construction et autres dispositions qui aboutissent à la fermeture depuis 2009 de 8 des 11 bureaux d'achat de diamant
- L'instabilité et l'insécurité politiques progressives ainsi que la corruption généralisée ralentissent la croissance du PIB
- La limitation du crédit domestique au secteur privé
- L'insuffisance de la production et la fourniture en électricité - malgré le potentiel hydroélectrique - ainsi que la mauvaise performance d'Enerca ou Énergie Centrafricaine (l'entreprise chargée de la production et de la fourniture en électricité en RCA)
- L'incompétence dans l'administration publique (qualité de la gestion publique, de l'organisation et de l'efficacité du système de fonctionnement et de l'administration)
- D'autres barrières à la compétitivité: mauvais climat des affaires, manque d'infrastructures, pénurie de main-d'œuvre qualifiée (beaucoup de citoyens centrafricains ne retournent pas chez eux après avoir terminé leurs études à l'étranger)

Il n'y a pas une mise à jour de données concernant les envois de fonds de l'étranger. Cependant, il est estimé que 7,3% de la population de la RCA a émigré, principalement vers le Cameroun, le Tchad, la République démocratique du Congo, la France, le Soudan, le Soudan du Sud, le Kenya, les États-Unis et le Mali. De ceux qui ont émigré vers les pays de l'OCDE, 31,9% ont fait des études supérieures (Banque mondiale, 2016b)

Bibliographie

IMF (2017), *Debt Sustainability Analysis*, IMF, available at

www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/pdf/2017/dsacr17245.pdf

OECD (2017), *African Economic Outlook 2017*, OECD Publishing, Paris, available at

www.africaneconomicoutlook.org/en/country-notes/central-african-republic

US Department of State (2012) *Investment Climate Statement: Central African Republic*, available at

www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2012/191125.htm

World Bank (2017), *Doing Business 2017*, available at www.doingbusiness.org/data/exploretopics/paying-taxes

World Bank (2016a), *Central African Republic Country Profile*, available at

www.worldbank.org/en/country/centralafricanrepublic/overview

World Bank (2016b), *Migration and Remittances Factbook 2016*, available at

<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/23743/9781464803192.pdf?sequence=3&isAllowed=y>

World Bank (undated), *World Development Indicators: Central African Republic*; available at

<https://data.worldbank.org/country/central-african-republic?view=chart>